

I- L'EVOLUTION DU COMMERCE INTERNATIONAL

1) Comment mesurer les échanges internationaux ?

- **La balance des paiements** est le document comptable qui retrace toutes les relations qu'entretiennent les résidents d'un pays avec des non résidents (agents économiques résidents hors du territoire national et agents dont l'activité sur le territoire national est d'une durée inférieure à 1 an). Elle mesure des échanges, c'est-à-dire des flux économiques et financiers dont le règlement entraîne des flux monétaires de sens inverse qui sont leur contrepartie.
- **Les régimes de change** : les échanges entre pays implique l'existence de mécanismes de change entre les monnaies des différents pays, qui varient en fonction des régimes de change. Dans un système de changes fixes, les parités des monnaies entre elles doivent rester quasi fixes, et les banques centrales sont chargées de veiller à cette quasi fixité. Dans un système de changes variables, au contraire, la fixation des taux de change dépend uniquement du jeu de l'offre et de la demande sur le marché des changes et peut donc varier au jour le jour.

2) Panorama de l'évolution du commerce international

- **L'évolution quantitative du commerce international** : depuis le milieu du 20ème siècle, la croissance des échanges internationaux est supérieure à celle de la production mondiale. On assiste donc à une montée des interdépendances entre Nations, la part du commerce mondial dans le PIB de chaque pays ne cessant de s'accroître.
- **L'évolution structurelle du commerce international** : La part des échanges de biens manufacturés et de services d'accroît globalement, au détriment de la part des échanges de produits primaires. De même, les échanges intrabranches représentent une part importante du total des échanges mondiaux.
- **Les raisons du développement des échanges mondiaux** : Les progrès techniques ont permis une diminution des coûts de transport, et la réduction progressive des barrières aux échanges sous l'égide des grandes institutions internationales, telles que le GATT puis l'OMC, ont facilité ces échanges.

II- LES BIENFAITS DU LIBRE-ECHANGE

1) Une relation empirique entre libre-échange, croissance et réduction de la pauvreté

- Il semble que plus les pays ont réduit leurs barrières aux échanges, et plus leur taux de croissance est élevé. De plus, les pays les plus pauvres qui se sont ouverts aux échanges mondiaux semblent sur le long terme être en situation de rattraper les pays les plus riches
- Les NPIA, nouveaux pays industrialisés asiatiques, sont un exemple de pays s'étant ouverts au commerce international et ayant connu une croissance économique forte.

2) Comment expliquer les liens existants entre libre-échange et croissance ?

- Si les pays se spécialisent dans le secteur dans lequel ils ont un **avantage comparatif**, c'est-à-dire là où leur avantage en terme de productivité relative est le plus élevé, où là où leur désavantage est le plus faible, tous les pays seraient alors selon David Ricardo mutuellement gagnants à l'échange, car le libre-échange permet une réallocation optimale des facteurs de production, source de gains de productivité et donc de croissance
- Le libre-échange est à la source d'une spécialisation des pays, ce qui entraîne l'apparition d'une **division internationale du travail**. Cette extension de la division du travail au niveau international permet l'élargissement des marchés, ce qui est source de gains de productivité.
- L'insertion dans le libre-échange permet de **profiter de la demande mondiale**, ce qui offre de nouveaux débouchés pour les produits nationaux, ce qui est source de croissance économique

III- DES BIENFAITS A RELATIVISER ?

1) Le libre-échange n'est pas toujours source de croissance et d'enrichissement...

- Empiriquement, une baisse des droits de douanes ne se traduit pas toujours par un accroissement des taux de croissance.
- De même, ce ne sont pas nécessairement les pays les plus ouverts au commerce international qui connaissent nécessairement les taux de croissance les plus élevés.

2) Les justifications au protectionnisme

- Il existe principalement trois grands types de mesures protectionnistes :
 - **le protectionnisme tarifaire** : c'est l'ensemble des mesures financières visant à protéger les activités nationales, soit par l'instauration de droits de douanes touchant les produits importés (on parle de droits de douanes *ad valorem* lorsqu'ils sont exprimés en pourcentage de la valeur du produit importé, et de droits de douanes *spécifiques* lorsqu'il consiste en un montant forfaitaire sur le produit importé, et ce quel que soit son prix), soit par l'instauration de subventions pour les producteurs nationaux)
 - **le protectionnisme non tarifaire** : c'est l'ensemble des mesures de contingentement, c'est-à-dire correspondant à des limitations quantitatives des importations (exemple des quotas), voire à leur interdiction, ou encore à la mise en place de formalités d'importations dissuasives
 - **le protectionnisme gris ou administratif** : c'est l'ensemble des mesures visant à la mise en place de normes de consommation et/ou de normes sanitaires entraînant la non-conformité aux normes nationales d'un certain nombre de produits importés
- Les justifications possibles au protectionnisme :
 - **La théorie du « protectionnisme éducateur »** de List : une entreprise, avant d'être rentable, doit atteindre un certain volume de production, afin de compenser ses coûts fixes. Quand un pays désire développer sur son sol une nouvelle activité, elle devra temporairement la protéger. Ce protectionnisme n'est que temporaire, il perdurera jusqu'au moment où les entreprises nationales auront atteint un volume de production suffisant pour devenir compétitives.
 - **La théorie de l'industrie sénescence** : l'objectif est de protéger temporairement les industries vouées à disparaître, afin de donner le temps aux entreprises concernées et aux pouvoirs publics de pouvoir réallouer efficacement les facteurs de production concernés.
 - **L'argument de l'indépendance** : certaines activités peuvent être considérées comme essentielles. Elles doivent alors rester nationales, même si elles ne sont pas compétitives. Ce peut être le cas de la Défense par exemple, mais aussi de l'agriculture, essentielle à l'autonomie alimentaire en cas de guerre.
 - **La politique commerciale stratégique** : par l'échange, apparaissent des gains. Or, ils ne sont pas nécessairement répartis également entre les différents pays. Par des mesures protectionnistes ciblées, un pays peut s'accaparer une partie de ces gains
 - **L'argument de la concurrence déloyale** : un pays peut estimer subir une concurrence déloyale, du fait par exemple de pays autorisant le travail des enfants ou ne respectant pas certaines normes sociales. Des mesures protectionnistes peuvent alors servir à rééquilibrer le rapport de forces »
 - **La dégradation des termes de l'échange** : si l'évolution des prix des produits exportés par rapport à celui des produits importés entraîne une dégradation des termes de l'échange pour un pays, cela signifie que le pays en question devra exporter toujours plus de biens ou de services pour recevoir en échange la même quantité de produits importés. Dans ces conditions, cela peut remettre en cause les bienfaits de l'insertion dans le commerce international.

3) Les débats entre libre-échange et protectionnisme : l'exemple de l'industrie textile

- Le premier Janvier 2005, **les quotas d'importation sur le textile ont disparu**. Cela a entraîné l'accroissement important des importations de textiles, en particulier de textile chinois, avant que des limitations aux importations ne soient remises en place quelques mois plus tard.
- Les **adversaires de la libéralisation** du commerce textile mettent en avant les destructions d'emplois qui en découleraient, car les produits nationaux ne peuvent être compétitifs face aux tarifs pratiqués par certains PED
- Les **partisans de la libéralisation** mettaient en avant pour légitimer cette disparition des quotas les gains de pouvoir d'achat pour l'ensemble des consommateurs qui en découleraient, ce qui serait source de croissance économique et donc d'emplois dans d'autres secteurs économiques. Ces créations d'emplois et de richesse feraient, selon eux, plus que compenser les destructions directement opérées dans le secteur textile.

